



ÊTES-VOUS VACCINÉ.E?

pages 6 et 7

Photo: m+e photography/Eastern Edge Gallery



Photo: Marie-Michèle Genest

**Solidarité syndicale
transfrontalière dans les mines** 3

CSFP: La parole aux parents 5

**3 juin: Journée mondiale
de la bicyclette** 8

Le Gaboteur étend sa distribution!

Vous pouvez maintenant acheter VOTRE journal aux endroits suivants à St. John's:

Urban Market 1919 (330 Lemarchant Rd.)
The Battery Café (1 Duckworth St.)
Downtown Comics (141 Duckworth St.)

Vous souhaitez que votre établissement devienne un point de distribution? Contactez-nous à info@gaboteur.ca!
You're interested in distributing Le Gaboteur at your business? Contact us at info@gaboteur.ca!



MANIFESTATION CITOYENNE

Solidarité avec la Colombie

Drapés de drapeaux aux couleurs nationales de la Colombie, une cinquantaine de manifestants se sont réunis devant le Colonial Building de la capitale le 14 mai dernier afin d'exprimer leur solidarité avec le peuple colombien. «S.O.S. Colombia», pouvait-on lire sur quelques-unes des pancartes des manifestants.



Photo: Louise Brun-Newhook

Des manifestants se sont réunis devant le Colonial Building à St. John's pour montrer leur soutien à la Colombie.

Louise Brun-Newhook

Viviana Ramírez Luna, une Colombienne vivant à Terre-Neuve-et-Labrador depuis 2010, fait partie des organisateurs de cet événement qui a réuni une cinquantaine de citoyens de sa province adoptive au Canada en soutien à son pays natal.

«Pourquoi faisons-nous [la grève nationale] là-bas?», demande-t-elle. «Parce que nous sommes fatigués de notre histoire de violence, de corruption, d'inégalité et de pauvreté. Et en ce moment, avec tant de personnes affamées et au chômage, les gens sont juste désespérés.»

Situation précaire

En Colombie, la situation de pauvreté s'est aggravée dramatiquement avec la pandémie. Beaucoup de Colombiens ont été durement frappés par la situation. Ils ne sont pas en mesure de payer plus de frais, dans ce pays qui a déjà une longue histoire de pauvreté et d'inégalités sociales et économiques.

Depuis la fin du mois d'avril cependant, la population est en grève et manifeste son opposition envers certaines mesures gouvernementales, notamment une aug-

mentation de la taxe nationale. Le gouvernement a répondu par la force menant à des affrontements brutaux entre les forces policières et les manifestants ainsi qu'à des violences policières qui ont causé la mort de plus de 40 personnes jusqu'à maintenant.

Selon Viviana Ramírez Luna, beaucoup de gens ont compté sur elle pour organiser cette manifestation à St. John's, car elle est loin d'être une novice en termes de gestion de campagnes politiques et sociales. En effet, cette femme activiste fait partie de la Social Justice Co-op NL, et travaille également comme consultante pour Planet Consulting, le premier cabinet de conseil zéro déchet de la province.

Tous les manifestants se sont tenus à deux mètres de distance les uns les autres et ont porté un masque de protection durant l'entièreté du rassemblement. Viviana Ramírez Luna était à la tête de la manifestation. Elle a fait un discours émouvant en évoquant la situation de sa famille, restée en Colombie. Son discours a été suivi par ceux d'autres participants, notamment celui de Jack Harris, le député du Nouveau Parti démocratique (NPD) pour St. John's Est. Ce dernier a longuement critiqué le manque d'efforts du Canada pour essayer de régler la situation précaire en Colombie.

«Pour un monde plus juste et plus égalitaire»

La manifestation est le premier événement d'une longue liste de projets qu'a en tête la jeune femme pour soutenir la Colombie à partir d'ici. Pour elle, ce n'est que le début pour sensibiliser les gens de la province aux problèmes des régions du monde dont on parle moins.

«Nous sommes en train d'organiser un défilé où les gens pourront parcourir la ville dans leurs voitures avec des affiches et des *hashtags* à suivre sur les médias sociaux», explique Viviana Ramírez Luna. «La prochaine étape, ce sera d'écrire une lettre à Justin Trudeau et au ministre des Affaires étrangères pour attirer leur attention sur la crise en Colombie. J'aimerais aussi que les gens puissent y participer et qu'ils la signent avant de l'envoyer.»

Elle souligne également que les différences entre Canadiens et Colombiens ne sont pas aussi marquées que cela, même si la langue et la culture peuvent suggérer le contraire. En travaillant ensemble, elle soutient qu'il est possible d'apporter un grand changement pour tous les pays en situation difficile, et pas seulement pour la Colombie.

«Ce que nous avons en commun, en tant qu'humains, c'est que nous luttons tous contre l'inégalité, la violence systématique ou le racisme, où que nous soyons et d'où que nous venions», déclare l'activiste, inspirée par les mots que ses amies et co-organisatrices de la manifestation Melisa Valverde et Maria Dussan lui ont une fois dit. «Nous luttons tous pour un monde plus juste et plus égalitaire.»

Mobilisation citoyenne en soutien à la Palestine

Environ 200 personnes se sont également rassemblées le 16 mai dernier devant le Colonial Building à St. John's, cette fois pour exprimer leur solidarité avec les Palestiniens, alors qu'éclate un nouvel épisode de la crise israélo-palestinienne. Le conflit avec Israël n'a cessé de s'intensifier depuis début mai. Selon l'Agence France-Presse, les affrontements ont fait plus de 200 morts dans le camp palestinien (bilan du 21 mai dernier). Parmi les orateurs, le député du NPD Jack Harris a notamment appelé le Canada et le reste de la communauté internationale à agir pour la paix et la justice au Moyen-Orient. Plusieurs manifestations ont eu lieu à travers le Canada, notamment à Montréal, Toronto et Ottawa. (CT)



Photo: Holly Fox - The Independent

«Save Gaza», «Free Palestine», «Sauvez Gaza», «Libérez la Palestine», pouvait-on lire sur les pancartes des manifestants réunis le 16 mai dernier.

L'ACTU EN DESSIN

PIQUE DE RAPPEL



par Samantha Frew

COMPAGNIE MINIÈRE ARCELORMITTAL

La grève est déclenchée...

Événement annonciateur de la grève à venir chez ArcelorMittal sur la Côte-Nord du Québec, un rassemblement regroupant plusieurs centaines d'employés de la minière s'est tenu le 10 mai dernier à l'entrée de la ville de Fermont au Québec, la municipalité voisine de Labrador City. Des travailleurs gonflés à bloc, accompagnés de membres de leurs familles, scandaient des cris de ralliement sur des airs de solidarité.

Éric Cyr

Le rassemblement s'est tenu avant même la publication des résultats du vote des membres du Syndicat des Métallos au sujet de l'offre finale de l'entreprise. Le verdict est tombé peu après, un rejet très fortement majoritaire de l'offre patronale oscillant de 97% à 99,6% dans les cinq accreditations syndicales des Métallos représentant 2500 employés d'ArcelorMittal sur la Côte-Nord du Québec.

Refus sans équivoque

Le rejet de la proposition presque presque à l'unanimité a ainsi sonné le glas des négociations. Des piquets de grève ont rapidement été érigés en permanence devant les installations de la compagnie sur le

site des mines de fer du Mont-Wright et de Fire Lake ainsi qu'à Port-Cartier.

C'est avec pour slogan «Les ressources d'ici pour l'économie d'ici» que le déclenchement de la grève générale illimitée s'en est donc suivi le même jour pour les syndiqués de l'entreprise dans l'ensemble de ses installations nord-côtières incluant les bureaux, les mines, le chemin de fer, l'usine de bouletage et le port.

Solidarité syndicale mondiale

La solidarité syndicale dépasse les frontières. La cause des Métallos de la Côte-Nord est soutenue par des travailleurs brésiliens et européens, notamment de France. La Confédération générale du travail (CGT), l'un des plus importants syndicats français de salariés qui regroupe

plus d'un million et demi d'adhérents, a offert son appui à la cause des grévistes d'ArcelorMittal. Selon le secrétaire général de l'Union locale CGT Romilly-Nogent, Christophe Latrasse, «la compagnie fait des bénéfices, mais veut négocier à la baisse. Ceci est inacceptable. Au nom de l'UL CGT Romilly-Nogent, nous apportons notre soutien aux camarades du Syndicat des Métallos dans leur lutte qui, nous l'espérons, sera victorieuse.»

Appui transfrontalier

Le 12 mai, c'était au tour de deux délégations du Syndicat des United Steelworkers/Métallos du Labrador Ouest (district 6) - soit les sections locales 5795 de la minière Rio Tinto IOC et 6731 de l'entreprise d'explosifs Orica à Labrador City - de se rendre à la rencontre des syn-

diqués en grève à la barrière de sécurité de la mine du Mont-Wright afin d'exprimer leur appui à leurs confrères. Ils ont été accueillis par le vice-président de la section locale 5778, Pascal Michaud.

Le président de la section 5795 à Labrador City, Mike Furlong, a témoigné de l'importance des liens solides qui existent entre les syndiqués du domaine minier. Il a déclaré que son unité syndicale appuie les revendications des travailleurs d'ArcelorMittal qui sont, selon lui, pleinement justifiées. Comme le veut la tradition lors d'une grève, les représentants syndicaux du Labrador Ouest ont apporté du café et des beignets à leurs confrères fermontois. Le président de la section 6285 de la minière Tacora Resources à Wabush au Labrador, Collin Cook, a également prévu de se rendre appuyer les Métallos de Fermont.

Aide financière

La même journée, lors de leur réunion mensuelle, les syndiqués de l'unité 5795 de Labrador City ont voté pour faire un don d'un dollar par membre pour chaque semaine de grève au groupement syndical 5778. Dans une lettre publiée sur la page Facebook USW 5795 le 14 mai, Mike Furlong a aussi invité les membres qu'il représente à aller encourager les grévistes d'ArcelorMittal sur le piquet de grève à l'entrée de la mine du Mont-Wright. Comment? En leur apportant du café, des beignets et des bûches, tout en portant un couvre-visage afin de respecter les mesures sanitaires en vigueur liées à la pandémie. D'autres sections locales des Métallos d'ArcelorMittal en Monté-



Photo: Éric Cyr

Une délégation du Syndicat des Métallos de Labrador s'est rendue à la mine de fer du Mont-Wright pour soutenir leurs confrères et conseillers grévistes.

SUITE EN PAGE 10

COMMUNAUTAIRE

Des journalistes francophones en herbe

Saviez-vous que Le Gaboteur est le seul journal en français à Terre-Neuve-et-Labrador et qu'il est publié 20 fois par année? Qu'il existe depuis 1984? Mes camarades de classe et moi avons découvert tout ceci mardi 18 mai, durant un atelier virtuel avec Jacinthe Tremblay, ancienne directrice générale du journal et Coline Tisserand, la nouvelle rédactrice en chef.

Meyah Harvey

ÉTUDIANTE
À L'ÉCOLE NOTRE-DAME-DU-CAP

Les élèves de la 6e, 7e et 8e année de l'École Notre-Dame-du-Cap ont participé à un atelier de journalisme qui expliquait ce qu'est le journalisme et présentait la règle de base «le principe des 5W». Les 5W est une abréviation pour se souvenir des les cinq mots interrogatifs («What, Why, Who, When Where», «Quoi, Pourquoi, Qui, Quand, Où» en français) utilisés comme technique d'écriture par les journalistes.

L'atelier a débuté avec une explication des rôles des journalistes et comment chaque édition du *Gaboteur* est créée.

Nous avons beaucoup appris sur l'identification des «5W» et nous avons vu de nombreux exemples grâce à une présentation et des exercices pratiques avec les journaux papier du *Gaboteur*. «C'était intéressant de voir les autres élèves en train de chercher et de fouiller dans les journaux, mais c'était aussi amusant car parfois nos réponses variaient».

Ce qui m'a le plus frappé durant l'atelier, c'est la question suivante: à part le journal papier, où peut-on lire les nouvelles? Après plusieurs minutes de silence et des suggestions de Jacinthe Tremblay, nous avons répondu: «des médias sociaux comme Facebook, des podcasts et Twitter». Et cela m'a fait penser que les journaux ne sont plus utilisés par les jeunes de nos jours à cause de la dépendance à internet. Mais après cet atelier, je pense que les journaux de-

vraient être utilisés plus souvent, surtout dans les salles de classe.

Lorsque j'ai demandé aux autres comment ils se sentaient après l'atelier, Mackenzie Jesso, une élève de la 8e année, a répondu: «J'ai trouvé que l'atelier était très instructif et intéressant, et j'aimerais pouvoir participer à d'autres ateliers de ce type».

À la fin de l'atelier, nous avons reçu un projet de photoreportage à réaliser sur la journée de la francophonie. Nous sommes très excités de mettre en pratique les nouvelles informations que nous avons apprises.

De la part de la 6e, 7e et 8e de l'École Notre-Dame-du-Cap, nous voudrions remercier Le Gaboteur pour cet excellent atelier.

Les élèves de la classe de Chloé Tinkler à l'École l'Envol ont également participé à un atelier jeunes journalistes virtuel le 13 mai dernier avec l'équipe du *Gaboteur*. Un atelier aura lieu prochainement également à l'École Rocher-du-Nord de St. John's. [CT]

À SUIVRE: LA JOURNÉE PROVINCIALE DE LA FRANCOPHONIE

Les journalistes en herbe qui ont participé à ces ateliers sont les envoyés spéciaux de VOTRE journal lors de la journée provinciale de la francophonie qui a lieu fin mai. Leurs reportages de terrain seront à découvrir prochainement à travers *Le Gaboteur*. (CT)

Matière à réflexion

Parler, agir

Le 13 mai dernier, le premier ministre de la province Andrew Furey a livré une adresse à la province afin de faire suite au dépôt, une semaine plus tôt, du rapport de son comité sur la reprise économique¹. Ce discours exprime certes un volontarisme politique admirable, mais encore une fois, Furey laisse les citoyens entièrement dans le flou quant à ce qu'il s'engage à faire. Un discours donc qui se réduit à n'être qu'une opération de communication qui, paradoxalement, *ne veut rien communiquer*. Parler afin d'en dire le moins possible.



Photo: Capture d'écran (Coline Tisserand)
Andrew Furey, premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador lors de sa déclaration le 13 mai dernier.

Lors de la conférence de presse suivant le discours, Furey a ainsi parfaitement exprimé l'intention de son discours: «Le message qui importe aujourd'hui est qu'il est important d'agir et que nous allons agir.»² Ainsi se construit l'absence de communication: par une mise en scène ostentatoire de la volonté d'agir afin de mieux taire ce qu'il est si important de faire.

D'autant plus amusante ou troublante est la réception journalistique de ce discours sans communication. Un journaliste de la CBC, devant à la fois reconnaître l'autorité et la légitimité de la parole du premier ministre ainsi que sa vacuité, commentait ainsi le discours:

«Le premier ministre Andrew Furey a offert des indications quant à sa *vision* du futur de Terre-Neuve-et-Labrador (...). Cependant, les gestes *spécifiques* ou les cibles claires afin de sortir la province de sa difficile position fiscale demeurent *indéfinis*.»³

De la vision à l'imprécision, il n'y a qu'un pas, que Furey n'hésite pas à franchir. .

L'URGENCE D'AGIR

Cette tension entre la clarté de la vision et le flou artistique de l'imprécision, n'est pas cependant la seule, ni la plus dommageable de ce discours. Il faut pour l'apprécier contraster le sentiment d'urgence exprimé par le discours de Furey et les appels à la consultation et au dialogue.

Furey ne cesse de répéter qu'il est urgent d'agir, que la situation est intenable, qu'on ne peut pas «continuer comme ça». L'urgence découle d'une situation financière qui est désastreuse, et ce, depuis longtemps déjà. En fait, pour Furey, le rapport ne fait que dire ce que nous savions déjà. «*We all knew this was coming*».

L'urgence d'agir bien entendu, dans la sagesse populaire, peut se traduire par un appel à agir *maintenant* parce que le temps de la discussion est terminé. C'est en somme ce que Terry Hussey, homme d'affaires de la ville de Paradise, affirme dans un article de la CBC sur la pertinence de tenir des consultations publiques: «*We just don't have time for this anymore*.»⁴

LA NÉCESSITÉ DE PARLER

Bien entendu, Furey ne va pas et ne peut pas aller aussi loin. La fragile légitimité de son gouvernement, malgré son statut majoritaire, l'empêche de se présenter d'emblée comme celui qui imposera à la population de la province des décisions déterminantes pour l'avenir de la province, surtout si ces décisions sont impopulaires.

Furey s'assure donc de souligner que son approche en sera une de collaboration: avec les syndicats ou d'autres groupes d'intérêt, les municipalités et la population. Ainsi, des consultations publiques, déjà entamées, auront lieu jusqu'au mois d'août, nous dit-il.

LE SENS DE LA NÉCESSITÉ DE PARLER

J'ai évoqué qu'il y avait, malgré l'urgence d'agir, la *nécessité de parler*. En ce sens, la tenue de consultations publiques à travers la province est bienvenue. On peut s'interroger cependant quant à la *fonction* de ces consultations. Or sur ce point,

le discours de Furey entretient, plus ou moins habilement, une équivoque.

D'une part, il parle de ces consultations comme d'une occasion de donner un caractère réellement «collectif» aux décisions difficiles qui doivent être prises. Il parle même de l'importance de «s'unir (...) afin de *créer* une voix qui pourra répondre à l'appel de la situation.»

Il semble ici suggérer que les consultations publiques auront un rôle formateur et intrinsèquement actif dans la détermination, dans la *création* des décisions à prendre.

Or, dans les faits, le gouvernement bien sûr n'est aucunement lié à ce qui pourrait ressortir de ces consultations.

Plus inquiétant encore est le fait que Furey ne cesse par ailleurs de dire que nous savons exactement ce qui doit être fait, qu'il travaille déjà sur les mesures à prendre, que le rapport Greene explique d'emblée la vision de ce qui est nécessaire considérant notre situation.

Symptomatique de cette certitude quant à la marche à suivre est la réponse de Furey à un journaliste qui lui demande si un tel plan à long terme pourra être mené à terme s'il en venait à perdre les prochaines élections. Sa réponse: que ce soit moi, ou quelqu'un d'autre, ce qui est à faire ne changera pas.

Ainsi, ces consultations risquent de n'être qu'une forme de politesse sans réelle conséquence décisionnelle. Nous demeurons ainsi dans une situation où la classe politique prendra des décisions déterminantes *pour* la population de la province. Et si on se fie à l'histoire politique de la province, on ne peut pas nécessairement dire que cette classe politique *ait fait ses preuves*.

La population de la province devra ainsi forcer la conversation afin qu'elle ne débouche pas sur ce qui doit «nécessairement arriver» et «nécessairement être fait».

Patrick Renaud

Étudiant à l'Université Memorial de Terre-Neuve

« Pour pour suivre
la réflexion »

- 1 *The Big Reset. The Report of the Premier's Economic Recovery Team*. Rapport publié le 6 mai 2021. Comité présidé par Moya Greene.
- 2 Conférence de presse suivant l'adresse à la province du premier ministre. Conférence de presse disponible entre autres sur Facebook.
- 3 Citation (que j'ai traduite) d'un article de la CBC publié le 14 mai, «Changes are ahead for N.L., says Furey. But what, and when, remain undefined». L'article est disponible ici.
- 4 Citation tirée d'un article de la CBC, publié le 12 mai 2021. Article disponible ici.

Le Gaboteur

Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

SIÈGE SOCIAL

223-233 rue Duckworth, suite 206
St. John's (TNL) A1C 1G8

709 753-9585 **Canada**

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cyr Couturier, président
Ysabelle Hubert, trésorière
Nancy Boutin, secrétaire
Jeffrey Young, vice-président
Maude-Julia Blanchet
Contact : ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directeur général
Cody Broderick - dg@gaboteur.ca
Rédactrice en chef
Coline Tisserand - redaction@gaboteur.ca

Mise en page
Jessie Meyer

Ont collaboré à ce numéro
Patrick Renaud, Marie-Michèle Genest,
Louise Brun-Newhook, Liz Fagan, Anaïs Hébrard,
Meyah Harvey, Samantha Frew, André Magny, Éric Cyr

Impression : Advocate Printing
Distribution (dernier numéro) : 650 exemplaires
ISSN 0836-8155

PUBLICITÉ

Représentation nationale
Lignes agates marketing, anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador Saint-Pierre et Miquelon
Le Gaboteur Inc.
info@gaboteur.ca, www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes
CANADA Papier + numérique : 35 \$
Numérique (Canada) : 25 \$
INTERNATIONAL Numérique : 30 \$
Papier + numérique : 130 \$
www.gaboteur.ca/abonnement

réseau@presse
médias professionnels de l'Info locale

FIER MEMBRE

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2018
meilleur projet spécial

GAGNANT DU PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2019
pour la rédaction journalistique

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2019
Journal de l'année, meilleur projet spécial et
meilleure annonce fabriquée maison

GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE GÉNÉRALE 2020
meilleur projet spécial
meilleur article communautaire

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2020
meilleur article arts et culture
meilleure annonce fabriquée maison

LE GABOTEUR INC. est membre de du
Réseau.Presse. Nous sommes fiers d'appuyer
la Fondation Donatien Frémont.

ÉDUCATION EN FRANÇAIS

La parole aux parents

La recommandation faite par le rapport Greene d'abolir les deux districts scolaires de la province pour faire des économies, et en particulier le Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP) ne laisse pas indifférents les parents d'enfants scolarisés dans une des six écoles francophones de la province. Dans ce contexte particulier, l'absence de la directrice générale du CSFP dans la province en inquiète également plus d'un.

Coline Tisserand

«Cela fait des années qu'on se bat pour conserver notre langue. Gilles Vigneault a dit: l'ADN d'une culture, c'est la langue, donc c'est très important de conserver cela», déclare un parent aux racines québécoises. «Dans ces dossiers-là, les francophones se font oublier, ils ne font pas toujours comprendre par la majorité anglophone», poursuit celle dont l'enfant fera toute sa scolarité en école francophone au Labrador.

Bien que l'article 23 de la Charte des droits et libertés garantit aux minorités francophones le droit d'avoir et de gérer leurs propres écoles, la plupart des parents interrogés se disent inquiets face à cette recommandation du rapport Greene. «Le Canada a pris la décision de reconnaître le français comme langue officielle, alors il faut se donner les moyens de la garder, notamment avec l'éducation», souligne Sébastien Donnet, parent de deux enfants scolarisés dans le système francophone de la province. Pour lui, le fait d'avoir deux conseils scolaires distincts est essentiel pour répondre aux besoins différents des communautés francophones et anglophones.

Garder un lien avec la communauté

C'est cette inquiétude qui a notamment poussé à la création, le 8 mai dernier, d'une pétition demandant le retour immédiat de la directrice générale du CSFP, Kim Christianson. Cette dernière vit en Ontario depuis le début de la pandémie en mars 2020 pour être proche de sa famille. En date du 20 mai, 115 parents d'enfants inscrits dans une des six écoles francophones avaient signé la pétition pour qu'elle revienne dans la province. Selon le site Internet du CSFP, il y actuellement 350 élèves dans ces écoles.

«Il y a beaucoup de personnes qui sont concernées avec cela, j'ai trouvé que c'était une bonne idée de la signer. Au début de la COVID, tout était en ligne, même l'école, donc je comprends l'absence de la directrice générale...Mais en ce moment, peut-être qu'on a besoin d'une présence, surtout avec le rapport Greene et la suggestion d'abolir le CSFP. Le fait qu'elle ne soit pas là donne une mauvaise image devant le reste de la province et la majorité anglophone», pense Daria Gallardi, mère de deux petites filles scolarisées à l'école des Grands-Vents et à la garderie Les p'tits cerfs-volants.

Cette pétition a d'ailleurs été partagée sur la page Facebook de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL). «À mon avis, le CSFP est l'organisme le plus important dans la communauté francophone: il représente les écoles! Il faut que la directrice générale soit ici, il faut qu'elle vienne démontrer du leadership, il faut qu'elle montre qu'elle a à cœur la communauté francophone, et qu'elle a envie d'y vivre dans cette communauté-là», affirme Martine Fillion, directrice générale de la FPFTNL. Après un an et demi d'absence, elle estime que le lien que Kim Christianson entretient avec la communauté n'est plus le même et qu'il est cassé.

Aide financière

La même journée, lors de leur réunion mensuelle, les syndiqués de l'unité 5795 de Labrador City ont voté pour faire un don d'un dollar par membre pour chaque semaine de grève au groupement syndical 5778. Dans une lettre publiée sur la page Facebook USW 5795 le 14 mai, Mike Furlong a aussi invité les membres qu'il représente à aller encourager les grévistes d'ArcelorMittal sur le piquet de grève à l'entrée de la mine du Mont-Wright. Comment? En leur apportant du café, des beignets et des bûches, tout en portant un couvre-visage afin de respecter les mesures sanitaires en vigueur liées à la pandémie. D'autres sections locales des Métallos d'ArcelorMittal en Montérégie et à Montréal, 6586, 8060, 6586-2, 6951, 8897 et 9399, ont aussi annoncé un appui financier récurrent.

Le 20 mai, les Métallos de Minerais de fer Québec -une filiale de Champion Iron, qui exploite la mine du Lac Bloom située à proximité de Fermont et dont le minerais transite par le Labrador - ont à leur tour fait un don important aux grévistes. Le président de la section locale 9996, Yves Lapiere, a remis un chèque de 25 000\$ aux grévistes à Sept-Îles. «Nous sommes actuellement en négociation nous-mêmes et plusieurs des réalités évoquées par nos confrères et consœurs sont aussi les nôtres. Nous partageons le même milieu de vie fermontois. Les voisins d'ArcelorMittal, que nous côtoyons à Fermont au quotidien, nous ont toujours soutenus, même lorsque les perspectives étaient plus dif



CONSEIL SCOLAIRE
FRANCOPHONE
PROVINCIAL

113e réunion régulière du conseil d'administration du CSFP

19 JUIN 2021, 9 H
Par visioconférence

POUR INFORMATION :
communications@csfp.nl.ca
www.csfp.nl.ca

Brian Lee, Président | Kim Christianson, Directrice générale de l'éducation



NAVIGATION DU SYSTÈME DE SANTÉ

Les services de navigation du système de santé aident les individus et les familles d'expression française à trouver les services dont ils ont besoin.

CONTACTEZ-NOUS

navigation.franco@easternhealth.ca
709-699-2409
www.easternhealth.ca/FHSN

CE PROJET EST RENDU POSSIBLE GRÂCE AU SOUTIEN DE
SANTÉ CANADA À TRAVERS LA SOCIÉTÉ SANTÉ EN FRANÇAIS



Santé
Canada

Health
Canada



Société Santé
en français

SUITE EN PAGE 10

Comment ça va-ccine?

Le 17 mai 2021, Terre-Neuve-et-Labrador est devenue la deuxième province à ouvrir la vaccination aux plus de 12 ans après l'Alberta. Deux jours plus tard, le premier ministre Andrew Furey annonçait que la moitié de la population éligible avait reçu la première dose du vaccin. «As-tu pris ton rendez-vous? Es-tu vacciné.e? As-tu eu des effets secondaires?» Ces questions font maintenant partie des sujets de discussions quotidiens. Elles ont également piqué l'intérêt du Gaboteur, qui se penche sur le sujet dans ces deux pages.

SE FAIRE VACCINER EN FRANÇAIS?

Est-il possible pour les francophones de se faire vacciner en français à Terre-Neuve-Labrador? C'est ce que Le Gaboteur a voulu savoir. Bien que l'information existe en français, encore faut-il trouver quelqu'un qui puisse nous guider dans la langue de Molière.

André Magny

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE GABOTEUR

Vous voulez savoir quel groupe d'âge peut se faire vacciner? Quels sont les types de vaccins qui sont proposés dans les différentes régions régionales de la santé? Quelle est la procédure pour prendre un rendez-vous?

Tout cela est expliqué en français sur la page *COVID-19 Vaccine* du gouvernement de T.-N.-L.. Et pour celles et ceux qui voudraient en savoir davantage sur les différents vaccins proposés, là encore le gouvernement a produit un document, une sorte de fiches de renseignements sur les produits offerts à la communauté. Enfin, une fois vacciné, vous pouvez obtenir une fiche de suivi et de vaccination. Toutes ces ressources sont disponibles en ligne en français, mais également en deux langues autochtones, l'inuittitut et l'innu-aimun. Un bon début donc.

Là où la chose devient plus difficile, c'est lorsqu'il faut trouver dans le système médical public quelqu'un qui parle français pour la vaccination en tant que telle. Selon Jim Prowse, le directeur du Bureau des services en français du gouvernement provincial, «chercher une infirmière fran-

cophone» relève de chaque régie de santé de la province.

La directrice du Réseau santé en français de Terre-Neuve-et-Labrador, Jacqueline Higgins constate que son organisme n'a pas été approché dans le cadre de la vaccination. Selon elle, «la prise de rendez-vous au téléphone est uniquement en anglais», du moins sur papier.

NAVIGATEUR FRANCOPHONE À EASTERN HEALTH

De son côté, la régie Eastern Health répond, par l'entremise de sa responsable des relations avec les médias, Tracey Boland, que «si une assistance est requise pour la réservation ou si des individus ont des questions supplémentaires, ils peuvent contacter le Navigateur francophone du système de santé de Eastern Health par courriel à: navigation.franco@easternhealth.ca».

Bien que la demande en ait été faite auprès du service des médias de la région, il nous a été impossible de discuter avec une personne du Navigateur francophone avant la mise sous presse du journal pour en savoir plus. À noter que ce service en français est

disponible uniquement deux jours et demi par semaine, soit du mardi au jeudi.

Tracey Boland affirme qu'à son arrivée aux cliniques de vaccination COVID-19, «si une personne a besoin de services d'interprétation, le personnel de la clinique peut utiliser les services d'interprétation à distance».

Pour ce qui est des trois autres régies de la province - Western Health, Labrador-Grenfell Health et Central Health - nous n'avons pas été en mesure de contacter des responsables médias avant mise sous presse. La régie Labrador-Grenfell Health indique cependant sur son site internet que le «Centre de santé Labrador Ouest offre la traduction française pour ses patients» avec des services d'interprétariat disponibles le jeudi sur demande.

HASARD?

Certains francophones vaccinés dans la province à qui nous avons parlé indiquent que se faire vacciner en anglais n'est pas forcément un obstacle majeur pour eux, puisqu'ils sont bilingues et se débrouillent plus ou moins bien en anglais.

Encore faut-il donc que la demande soit présente de la part des communautés francophones pour que les services de vaccination en français deviennent plus visibles et se développent. Le hasard peut aussi être au rendez-vous: tomber sur un ou une infirmière bilingue ou francophone lors de la piqure.

Qui n'a pas été agréablement surpris par exemple de découvrir une vidéo adressée aux élèves et parents francophones dans laquelle la médecin hygiéniste en chef, Dre Janice Fitzgerald s'exprime en français lors de la rentrée des classes en septembre dernier?

Vous avez bénéficié de service en français pour votre vaccination ou vous souhaitez partager votre point de vue sur le sujet? Écrivez-nous: redaction@gaboteur.ca

À noter: Le navigateur francophone du système de santé est un projet pilote offert à temps partiel jusqu'en juin 2021. Il s'adresse aux personnes francophones ayant besoin de services de santé dans la région d'Eastern Health.

LA VACCINATION CHEZ NOS VOISINS LES FRANÇAIS

«AH, DEUXIÈME DOSE!»

La vaccination va bon train à 25 kilomètres des côtes de Terre-Neuve. En date du 14 mai, plus de la moitié de la population éligible a reçu les deux doses de vaccin dans l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Anaïs Hébrard nous raconte le déroulement de cette vaccination «de l'intérieur» dans son coin de pays français et nous fait part de ses impressions.

Anaïs Hébrard

Samedi 20 mars 2021, un avion militaire décolle de Villacoublay, aéroport de l'armée situé en région parisienne. À bord du Falcon, la ministre de la Mer Annick Girardin, originaire de Saint-Pierre-et-Miquelon, ainsi qu'un chargement d'importance: 9600 doses du vaccin Moderna. Direction, notre archipel. En effet, tous les habitants adultes des îles françaises qui le souhaitent auront la possibilité d'être vaccinés. La campagne de vaccination commence dès réception du précieux colis. Premier élu, le personnel soignant.

Bien avant l'arrivée des doses, une émission spéciale avait été organisée par SPM1ère, la station de télé-radio, avec comme invités un médecin et une responsable de la santé publique afin d'expliquer le bien-fondé de la vaccination. Par ailleurs, dans nos boîtes aux lettres, une bande dessinée concoctée par un dessinateur local, Erwan Lefebvre, avait été distribuée gratuitement. Ce petit fascicule à but pédagogique expliquait le procédé de vaccination de Moderna. Dans mon cas, cette brochure m'a permis de comprendre le terme *ARN-messager*, expression qui m'inquiétait passablement. Ajoutons que le vaccin *Moderna* nous a offert

l'économie de l'inquiétude face aux cas de thromboses liés notamment au vaccin AstraZeneca.

APPRÉHENSION(S)

Cependant, une appréhension n'a pas été levée parmi la population malgré les nombreuses explications, celle de toutes les discussions: comment se fait-il que les vaccins contre la COVID-19 aient été mis au point aussi rapidement en comparaison avec d'autres? C'est cette interrogation qui a été à la base des hésitations voire du refus de certains de se faire vacciner. Il est vrai que nous avons eu, dans l'archipel, la chance inouïe de pouvoir nous faire piquer sans avoir à montrer patte blanche. Un coup de fil, un rendez-vous rapide et hop, à la salle des fêtes, où une organisation parfaite nous attendait.

L'équipe médicale rassurait, calmait et vérifiait que rien ne pourrait entraver la vaccination, allergies ou maux en contradiction avec l'administration du médicament.

Cependant, je pense que les réticences sont légitimes, dont celle liée au manque de recul. Pour ma part, l'envie de voyager, argument fort et répété dans les discussions, a été une des motivations premières

pour sauter le pas. Effectivement, les personnes qui ont décidé de ne pas se faire vacciner ont, pour la plupart, la certitude de ne pas partir de Saint-Pierre-et-Miquelon cette année. Lors de cette campagne de vaccination, la liberté de choix a été de rigueur pour la population française.

Pour ceux qui ont choisi la vaccination, l'administration de la seconde dose a réservé des surprises. Comme pour Élodie! Dentiste le jour et comédienne le soir, elle répétait une pièce que je mettais en scène. Faisant partie du personnel soignant, elle était prioritaire pour la seconde dose. Je me souviendrai longtemps de son message à la troupe: «Si votre rendez-vous est prévu durant les représentations, il faudrait le déplacer. J'ai reçu la seconde dose, je suis au fond du lit!» En effet, pour l'avoir expérimentée, cette seconde dose m'a donné du fil à retordre: fièvre, profonde fatigue, douleurs et courbatures au menu. Je me souviens être allée à mon cours de théâtre avec une mine de papier mâché et un de mes élèves me lancer: «Ah, deuxième dose!»

Actuellement, la campagne de vaccination est terminée. Les inquiétudes, fondées ou non, se sont calmées. La réponse, en cas de mauvaises surprises, nous l'aurons dans quelques années.



Photo: Capture d'écran (Coline Tisserand)

La bande dessinée «Pourquoi se faire vacciner?» a été conçue par le professeur d'arts plastiques Erwan Lefebvre.

La campagne de vaccination a débuté le 26 mars dans l'archipel et s'est terminée le 13 mai dernier. Si le centre de vaccination a fermé ses portes depuis cette date, ceux qui souhaitent se faire vacciner peuvent toujours le faire à l'hôpital. Le 14 mai (bulletin de suivi le plus récent), 73,20% de la population éligible avait reçu la deuxième dose du vaccin Moderna. (CT)

«Ça y est, je suis vacciné.e !»

Le Gaboteur est allé à la rencontre de quatre personnes d'expression française qui font partie des personnes à avoir reçu leur première dose de vaccin dans la province. Voici leurs témoignages. | **Coline Tisserand**

Rose Avoine-Dalton - St. John's

«PERSONNE N'A EU BESOIN DE ME CONVAINCRE»

Dès qu'elle a su qu'elle était éligible à la vaccination en raison de son emploi dans la restauration, Rose Avoine-Dalton a pris le premier rendez-vous disponible pour se faire vacciner. À 17 ans, la voilà donc vaccinée depuis le 17 mai. Ses premiers ressentis? Un sentiment de sécurité, d'espoir et surtout l'impression qu'il y a des avancées face au virus. Se faire vacciner en anglais n'a pas été un problème pour l'adolescente puisqu'elle parle l'anglais et le français couramment.

«Personne n'a eu besoin de me convaincre. J'ai tous mes vaccins, chaque année, ma famille et moi on prend le vaccin contre la grippe. [...] On comprend que le vaccin [contre la COVID-19] va être une partie très importante pour retourner à la vie pré-pandémie», explique avec aplomb l'étudiante en 12^e année à l'école secondaire anglophone Holy Heart of Mary.

Rose Avoine-Dalton affirme ne pas avoir été inquiète quant à ce nouveau vaccin. «Je sais qu'il y a des effets secondaires, qu'il y a des risques, mais j'ai assez confiance dans le système de santé. Si c'était vraiment dangereux, si ça ne devait pas être donné au public, on ne l'aurait pas fait. Donc moi, je n'avais pas d'inquiétude à ce sujet.»

La jeune femme a d'ailleurs le sentiment que, parmi les gens de son âge qu'elle connaît, cette confiance dans la science et dans les systèmes de santé est partagée. «On encourage nos amis, les gens mettent des choses sur leur story Instagram comme "Allez prendre votre rendez-vous pour vous faire vacciner". Tout le monde veut un retour à la normale». Elle souligne également l'importance de bien s'informer et d'aller chercher l'information auprès de sources crédibles.

Celle qui est née d'une mère francophone et d'un père anglophone terre-neuvien attendra le retour à une vie plus normale avant de commencer ses études universitaires en présentiel dans une autre province. En attendant, elle restera à St. John's pour travailler et mettre de l'argent de côté.



Photo: Archives du Gaboteur / Rose Avoine-Dalton

Anne-Sophie Bouliane - Cap-Saint-Georges

«UNE RESPONSABILITÉ SOCIALE»



Photo: Anne-Sophie Bouliane (courtoisie)

«J'ai pris la décision de prendre ce vaccin-là pour protéger les autres plus que moi-même», déclare la Québécoise qui réside dans la péninsule de Port-au-Port depuis janvier 2021.

Comme elle travaille comme monitrice de langue dans les écoles francophones Notre-Dame-du-Cap et Sainte-Anne, elle a pu se faire vacciner dès le 12 mai. «Plus vite je peux protéger les autres [...], mieux c'est.» Suite à cette première dose du vaccin Pfizer, elle affirme ne pas avoir vraiment eu d'effets secondaires, «à part avoir mal au bras pendant trois ou quatre jours».

Si se faire vacciner en anglais n'a pas été un obstacle majeur, la trentenaire mentionne tout de même une certaine barrière de compréhension lors du bilan de santé préliminaire à la piqure. «Il a fallu que je demande qu'on m'explique certains acronymes que je ne connaissais pas. Sinon, ce n'était pas si mal, je me débrouille quand même en anglais, mais il y a des termes médicaux qui sont des fois un peu différents en anglais», précise-t-elle.

Elle considère ce vaccin comme une première étape vers le déconfinement et une solution potentielle à la fin de la pandémie. «Je sais qu'il [le vaccin] a été fait rapidement et c'est cet aspect qui a été questionné, car normalement cela prend plus de temps de faire un vaccin, mais avec la pandémie, tout le monde mettait les efforts là-dessus. J'ai quand même confiance parce que de toute façon, on n'a pas d'autres solutions en ce moment. Pour moi c'est comme un pas vers une possible fin de pandémie.»

Son message aux personnes hésitantes face à la vaccination? «Il faut le voir comme une responsabilité sociale: protégeons les autres, pensons aux autres.»

Gail Dicks-O'Keefe et Margo Connors - St. John's

«INQUIÈTES», MAIS «SOULAGÉES»

Gail Dicks-O'Keefe et Margo Connors avouent avoir été inquiètes avant de recevoir leur première dose de vaccin mi-avril. Et pour cause: les deux Terre-Neuviennes ont reçu le vaccin AstraZeneca, puisqu'elles faisaient partie de la tranche d'âge des 55-65 ans éligible pour ce vaccin.

«J'avais beaucoup d'hésitations avant d'avoir le vaccin AstraZeneca, et je suis la seule personne dans ma famille à avoir eu ce vaccin, les trois autres membres de ma famille ont reçu le vaccin Pfizer. J'ai lu beaucoup de choses au sujet des risques de caillots liés à AstraZeneca. J'étais inquiète parce que les pourcentages de cas avec des caillots ont beaucoup changé au cours du temps», raconte Gail Dicks-O'Keefe, orthophoniste récemment à la retraite.

Son amie Margo ajoute: «J'étais très heureuse de me faire vacciner et j'ai pensé que c'était la meilleure chose à faire, mais j'étais un peu inquiète».

Les deux femmes, qui apprennent le français comme langue seconde, se sont renseignées énormément au sujet de ce vaccin et des risques de thromboses pour essayer de cerner au mieux la situation. «J'ai beaucoup lu et je lis encore beaucoup d'articles sur le vaccin AstraZeneca...tout le temps...trop!», observe Gail Dicks-O'Keefe en riant.

Pour Margo Connors, le changement de message des autorités provinciales autour de ce vaccin l'a un peu déçue et déstabilisée. La distribution de ce vaccin a en effet été suspendue début mai dans la province. Les deux femmes ne savent pas encore quels vaccins elles pourront recevoir pour leur deuxième dose.

Dans tous les cas, elles se disent toutes deux soulagées d'être vaccinées. «Quand je vois la situation à Halifax par exemple avec l'augmentation des cas, je suis heureuse d'avoir la première dose de n'importe quel vaccin... La situation peut changer très vite ici aussi», fait remarquer Gail Dicks-O'Keefe.



Photo: Gail Dicks-O'Keefe (en bas) et Margo Connors (courtoisie)

LA VACCINATION EN CHIFFRES

(en date du 25 mai 2021 selon les données de CBC)

51,4%

des Canadiens ont reçu au moins leur première dose

270 649

Nombres de doses administrées à TNL

2%

des personnes ont reçu leurs deux doses à TNL

10%

des personnes environ ont reçu le vaccin AstraZeneca avant sa suspension à TNL

JOURNÉE MONDIALE DE LA BICYCLETTE

Le vélo, la nouvelle vedette des rues de St. John's

Saviez-vous que le 3 juin est la Journée mondiale de la bicyclette? Instaurée en 2018 par les Nations Unies, cette célébration demeure méconnue, même des aficionados du vélo. Qu'à cela ne tienne! De nature utilitaire ou ludique, l'engin à deux roues est honoré et enfourché chaque jour par un nombre grandissant de Terre-Neuviens.

Marie-Michèle Genest

Nous sommes en milieu de semaine et le magasin de vélos *Canary Cycles* ne désemplit pas, au plus grand bonheur de Nanuk, l'hôte canin des lieux, toujours en quête de caresses. S'il y a une entreprise qui n'a pas perdu de plumes depuis le début de la pandémie, c'est bien *Canary Cycles*. Au contraire, la COVID-19 a rendu la boutique plus populaire que jamais auprès des amateurs de vélocipèdes, alors que les sports d'équipe ou d'intérieur étaient interdits. «La plupart des personnes ont essayé le vélo et ont aimé ça et ont sorti leur vieux vélo du sous-sol ou en ont acheté un nouveau. Ça nous a donc aidés un peu», avoue humblement Don Planchat, qui poursuit, avec sa sœur Flora, l'aventure de l'entreprise familiale créée en 1972 par leur père Joe. Fait intéressant, les deux membres de la famille s'expriment en français avec *Le Gaboteur*.



Photo: Marie-Michèle Genest

Malgré son amour sans borne pour le vélo, Don Planchat ne connaissait pas l'existence de la Journée mondiale de la bicyclette, célébrée le 3 juin.



Photo: Courtoisie de Ordinary Spokes

Meghan Hollett salue la générosité de Flora Planchat, qui, en plus de faire découvrir l'organisme à ses clients, lui fait don de pièces de vélo.

Vélos de route, hybrides, tout-terrain; les cyclistes de tout acabit y trouvent leur compte dans cette boutique de St. John's. Les vélos électriques ont par ailleurs connu un engouement notable. «Il y a beaucoup de personnes qui n'ont peut-être pas utilisé un vélo pendant quelques années et qui ont besoin d'aide pour les côtes et le vent», note Don Planchat. Le cadet de la famille a aussi remarqué que les vélos d'enfants avaient la cote, une possible conséquence de l'école en ligne. «Les parents veulent qu'ils sortent de la maison», dit-il en riant.

«Est-ce qu'il y a quelqu'un de disponible qui pourrait venir m'aider?», s'écrie Flora Planchat du comptoir. Comme son frère, elle s'affaire à gauche et à droite, même si le plancher du magasin semble avoir été dépouillé de sa marchandise. La passionnée de vélo, qui a aussi un pied dans le milieu du cinéma, s'installe à l'ordinateur et fait défiler la page de la boutique en ligne, où la plupart des articles à deux roues sont affublés de la mention «épuisé». Le sous-sol du magasin, normalement encombré de bicyclettes à ce temps-ci de l'année, est pratiquement vide. «On est comme un restaurant sans bouffe!», s'exclame-t-elle, incrédule.

Transmission du savoir

Pour sa part, l'atelier de réparation et de mise au point du magasin roule à plein régime et affiche complet jusqu'en juillet. C'est pourquoi Flora Planchat a invité l'étudiante Dau Weeramanthrie, venue se procurer des chambres à air et des pneus pour son vélo usager au *Canary Cycles*, à visiter le marché fermier de St. John's. Tous les mercredis, le collectif *Ordinary Spokes* y installe pour quelques heures un atelier de réparation au grand air. L'organisme à but non lucratif s'applique à démocratiser l'usage de la bicyclette, que ce soit en vendant des vélos bon marché ou en fournissant aux citoyens les outils pour rafistoler eux-mêmes leur bécane. Moyennant une contribution suggérée, les apprentis mécanos s'exercent à changer freins, pneus ou cassettes, grâce aux judicieux conseils des bénévoles. Dau Weeramanthrie repartira ainsi avec un

vélo fonctionnel, quelques notions de base et un grand sourire.

C'est aussi lors de ces ateliers qu'il est possible de rencontrer Meghan Hollett, une femme très impliquée dans le milieu communautaire et politique de la ville. Travaillant en environnement, il est naturel pour elle de prioriser le vélo comme moyen de transport. «Je mets en pratique ce que je prêche», rigole-t-elle, affirmant utiliser la voiture ou l'autobus à l'occasion, surtout en hiver.

Meghan Hollett, pour qui le vélo est un prétexte pour interagir avec sa communauté, œuvre bénévolement avec *Ordinary Spokes* depuis de nombreuses années. Selon elle, la pandémie a donné un nouvel élan au collectif qui existe depuis 2009. «On l'a ravivé l'été dernier avec la renaissance du vélo due à la COVID-19 et les gens vivant un style de vie plus lent», souligne-t-elle. Loin d'être en compétition, les différentes organisations qui partagent une passion commune pour le vélo à St. John's s'entraident et forment une communauté unie.

Revendiquer sa place sur la route

Meghan Hollett s'investit également dans le pendant terre-neuvien de *Masse Critique*. Plus connu sous son nom anglais *Critical Mass*, ce mouvement mondial axé sur la pratique du vélo se manifeste généralement tous les derniers vendredis du mois. Dans une ambiance festive et bon enfant, des cyclistes aguerris ou néophytes de tous âges se regroupent pour prendre d'assaut les rues de St. John's. «Si tu es nouveau et nerveux à l'idée de pédaler dans la rue avec le trafic, c'est plus sécuritaire de le faire s'il y a un large groupe autour de toi», croit-elle. Ayant été elle-même intimidée à ses débuts, Meghan Hollett est allée chercher conseil auprès de modèles féminins afin de bâtir la confiance nécessaire pour affronter la voie publique. «Maintenant, mon copain me dit que je prends beaucoup de place sur la route!» s'esclaffe-t-elle.

Malgré la recrudescence des vélos dans la capitale, la province est loin d'être en tête du peloton. «Il n'y a pas beaucoup de

personnes qui font du vélo ici comparativement à d'autres parties du Canada», reconnaît Don Planchat, qui vante les routes peu fréquentées et longeant la mer de la péninsule d'Avalon. «En Colombie-Britannique, tout le monde a un vélo. Ce n'est pas rare de voir un support à vélos avec 5000\$ de vélos dessus, et l'auto, elle, vaut 100 dollars», poursuit celui qui a roulé sa bosse à plusieurs endroits de la planète.

Même si l'automobile demeure pour le moment la reine de l'asphalte, Don Planchat nuance. «Les automobilistes ne sont pas si pires ici», admet-il. Sauf peut-être

à l'heure de pointe, en fin de journée, où l'impatience sur les routes est palpable. Cela n'empêchera pas le mordru de vélo de répondre à l'appel du beau temps en allant parcourir une cinquantaine de kilomètres au terme de sa journée de travail!

Vous voulez en savoir plus sur le collectif *Ordinary Spokes*? Visitez leur page Instagram ou Facebook @ordinaryspokes

Vous voulez participer à *Masse Critique* de la capitale? Les événements sont annoncés sur la page Facebook *Critical Mass St. John's*.

Une piste à rouleaux sera construite à Quidi Vidi

Alors que des parcours de ce genre existent déjà ailleurs dans la province, la première piste à rouleaux (*pump track*) verra le jour à St. John's au cours de la prochaine année. Elle sera construite aux abords du lac Quidi Vidi, sur le terrain qui jouxte le parc à chiens. En théorie, les enfants et les adultes au cœur jeune pourront emprunter les virages et sauter à travers les bosses du tracé dès l'été prochain.

La mise en place de l'infrastructure est le fruit d'une collaboration entre la Ville de St. John's, la boutique de vélos *Canary Cycles* et la Avalon Mountain Bike Association (AMBA). Puisque la piste sera asphaltée, elle se verra accessible aux citoyens se déplaçant en trottinette, en planche à roulettes et même en fauteuil roulant. «Avec cette initiative, on cherche à élargir son utilisation et à aider les gens à se familiariser avec ce sport dans un environnement sécuritaire», affirme la directrice de la AMBA, Anna Brophy, une férue de vélo de montagne.

Pour sa part, Don Planchat de *Canary Cycles* espère que la piste à rouleaux engendrera de nouveaux talents et servira de porte d'entrée pour la pratique du bicycle motocross (BMX) de haut niveau. «Peut-être qu'un de ces jours, quelqu'un d'ici ira aux Olympiques», souhaite-t-il.

Afin de rendre le projet possible, l'entreprise familiale créée il y a un demi-siècle a contribué à hauteur de 100 000\$. Une généreuse façon de remercier la communauté cycliste de la ville. «Il n'y a pas beaucoup de commerces qui survivent 50 ans, on voulait faire quelque chose pour tous nos clients», souligne Don Planchat.

Une collecte de fonds en ligne menée par la AMBA est toujours en cours afin de recueillir les 30 000\$ nécessaires à la complétion du projet. (MMG)

«Bon vent» à Émilie Marchal!

Après cinq ans à la direction générale de l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ), Émilie Marchal a décidé de quitter son poste pour de nouvelles aventures et terminera son mandat au début de l'été. La francophone, originaire de France, fait le bilan de ces cinq années au service de la communauté francophone avec Le Gaboteur.

Coline Tisserand: Comment en es-tu arrivée à occuper ce poste de directrice générale à l'ACFSJ?

Émilie Marchal: Je suis arrivée à Terre-Neuve en 2013 pour un contrat en communication d'un an avec la Fédération des Francophones de Terre-Neuve et du Labrador. À la fin du contrat, je suis retournée en France pour l'été, et je me disais «il me semble que Terre-Neuve m'a bien plu et qu'un an ce n'était pas assez pour tout découvrir». Je suis donc revenue ici à l'automne, j'ai travaillé pendant presque un an à la garderie des P'tits cerfs-volants. En 2015, il y a un poste d'agente de communication qui s'est ouvert à l'ACFSJ et j'ai été prise pour ce poste. En 2016, la DG de l'époque savait qu'elle devait potentiellement partir de la province et elle a donc pris un congé sabbatique d'un an. La recommandation a été faite au Conseil d'Administration pour que j'assure l'intérim à la direction générale pendant un an. Et voilà... (rire). Cela ne se passe jamais comme on le prévoit! La DG a finalement annoncé en 2017 qu'elle ne revenait pas, c'est à ce moment-là que j'ai pris le poste de manière permanente à l'association.

CT: Quelles ont été tes priorités en tant que directrice générale pendant ton mandat?

EM: Une des plus grosses choses que j'ai réussies à accomplir et qu'on a accomplies en tant qu'équipe, c'est que quand je suis arrivée à l'association, on était trois employés et maintenant on est cinq, dont deux à temps partiel, mais on a la même équipe depuis 3 ans. Je pense que c'est un vrai accomplissement pour une association communautaire en situation minoritaire d'avoir une équipe permanente qui n'a pas changé en 3 ans. Cela a permis d'être efficace dans notre travail, de développer certains projets ou certains partenariats. C'est vraiment une grande force.

Cela a été aussi au niveau de la programmation. Avec la COVID, c'est un peu différent de ce qu'on fait habituellement... Mais on a beaucoup réussi à développer notre programmation, que ce soit en termes de projets spéciaux ou en termes d'activités régulières, par exemple avec les aînés ou avec les familles et les jeunes enfants. Réussir à avoir des rencontres vraiment hebdomadaires avec ces groupes de personnes a permis aussi d'impliquer et d'engager des gens.

Ce que j'ai beaucoup privilégié – et qu'on ne peut plus faire en ce moment malheureusement – c'était de faire des rassemblements. On a des programmations qui sont spécifiques à chaque tranche d'âge, mais c'était important de créer des moments de rassemblements où toutes les générations avaient l'occasion de se rassembler et de se rencontrer pour essayer de créer et de renforcer cette cohésion communautaire.

CT: Y a-t-il un projet dont tu es particulièrement fière?

EM: L'année dernière, on a soumis une demande de financement auprès de la Croix-Rouge et on a pu développer le projet «À la porte de la communauté». La COVID a complètement retourné nos manières de fonctionner, puisqu'on priorise normalement les rassemblements pour

permettre le partage et les rencontres. On s'est demandé: «comment est-ce qu'on peut continuer à créer ce lien entre la communauté, à être présent et répondre à ses besoins?» D'où ce projet, qui a desservi plus de 500 personnes environ dans la région de Saint-Jean. C'était vraiment un gros projet qu'on a mené de juillet à novembre 2020. Le principe était d'aller à la porte des gens et de déposer plusieurs «paniers» [gratuits].

Par exemple, la partie «Bon panier» était la distribution de paniers alimentaires en partenariat avec des producteurs locaux afin de soutenir l'économie locale. [...] Il y avait aussi des boîtes d'activités pour les enfants – des bricolages et des jeux en français – et une bibliothèque roulante avec des distributions de livres. Le but était de soutenir les enfants et les parents – on a

des retours phénoménaux du CA, des employés ou des personnes qui ont bénéficié de ces services! [...] Avoir les retours positifs de la communauté, des participants qui nous disent «merci je me suis senti inclus dans la communauté, je ne me suis pas senti isolé, j'ai pu pratiquer mon français», cela a été fantastique! Je pense qu'on a fait ce qu'on a pu et on a répondu à des besoins réellement existants.

CT: Est-ce que tu te souviens d'un moment marquant pendant ces cinq années?

EM: Difficile de résumer mes cinq ans en un moment! Je pense que ce qui me marque dans la communauté ici, c'est l'envie de faire partie de cette communauté, peu importe d'où tu viens. On est une communauté tellement éclectique et diverse ici, surtout à Saint-Jean, c'est



Photo: Courtoisie de Émilie Marchal

La directrice générale de l'ACFSJ s'envolera pour de nouvelles aventures cet été.

beaucoup de familles exogames parmi nos membres – pour continuer à pratiquer le français alors que les écoles étaient fermées. On a aussi distribué des pochettes «Restez protégés» avec des masques et des gels hydroalcooliques, des pochettes «Restez au chaud» pour l'hiver, et on a acheté des ordinateurs pour les prêter à de nouveaux arrivants arrivés en période de pandémie et en pleine recherche d'emploi.

Cela a été un gros projet d'envergure qui a duré une bonne partie de l'année. J'ai eu

quelque chose que j'apprécie et que je trouve génial. J'ai aussi été nouvelle arrivante francophone ici et je sais que ce n'est pas toujours facile, je suis passée à travers tout ce processus-là moi aussi. Mon travail à l'association me fait rencontrer beaucoup de gens, on a un rapport très facile avec les membres. Il y a toujours cette volonté d'aider, de s'engager et d'être là les uns pour les autres. C'est plus qu'une communauté, c'est une deuxième famille que j'ai trouvée ici!

CT: Quels sont les défis rencontrés dans ton travail?

EM: Ce qui est un peu difficile, et qui est souvent frustrant, c'est en termes de moyens. La beauté de la chose, c'est qu'il y a tellement de choses qui peuvent être faites! Et c'est cela qui m'a donné envie de m'investir. Mais dans la réalité, c'est un peu plus compliqué que cela. On a une équipe de cinq personnes, mais on propose des activités 7 jours sur 7 normalement au Centre des Grands-Vents. Si on veut développer plus de choses, cela demanderait plus de personnel, donc plus d'argent, ce qui est compliqué. On a accès à des financements pour des activités, mais il n'y pas de financement supplémentaire pour consolider l'administration ou le personnel.

CT: Quelle sera la suite des aventures pour toi?

EM: Je suis censée finir début juillet, on est en recrutement pour mon remplacement. On aimerait vraiment avoir une période de transition entre les deux. [...] Pour la suite, c'est prévu que je rentre au moins pour l'été pour passer du temps avec ma famille. Avec la pandémie, je n'ai pas pu rentrer depuis un moment et j'ai besoin d'aller me ressourcer un peu en France et d'aller voir ma famille. Il est prévu que je revienne au Canada à l'automne. Où exactement, pour l'instant il n'y a rien de concret encore, mais pour de nouvelles aventures...

CT: Qu'est-ce que tu souhaites à l'ACFSJ pour la suite?

EM: Je lui souhaite bon vent, c'est sûr! J'espère vraiment que tout ce qu'on a réussi à développer sur ces cinq dernières années en termes de programmation régulière pour chaque génération continue. J'aimerais que les activités pour la jeunesse soient plus développées [...], je pense que c'est quelque chose qui est très important pour les prochaines années. On a aussi travaillé aussi à essayer de rendre nos activités plus «vertes», on a développé le jardin communautaire avec un système de compost communautaire. On souhaite se développer en ayant un petit impact sur l'environnement. Je pense que ce serait une des choses importantes à poursuivre.

Ce que je souhaite à l'association c'est de continuer à développer la communauté locale, d'être vraiment un point de rencontres et de rassemblements pour la communauté. Avec l'équipe je pense qu'on a tous travaillé fort pour développer tous les projets, donc on ne veut pas que cela s'arrête parce qu'il y a une direction qui change. Je souhaite que cela continue dans cet élan-là de développement de la communauté et d'offrir les services dont elle a besoin.

CT: Un mot de la fin?

EM: (Rire) Je me considère chanceuse de l'opportunité que j'ai eue. Je remercie infiniment le CA qui m'a donné sa confiance pour ce poste et cette opportunité de m'investir. [...] Je suis contente de voir que mon travail et le travail de mon équipe ont eu un impact favorable sur la communauté, et que les gens sont satisfaits de ce qu'on fait. D'un point de vue professionnel et personnel, cela a été des expériences enrichissantes pour moi!

SUITE DE LA PAGE 3

régie et à Montréal, 6586, 8060, 6586-2, 6951, 8897 et 9399, ont aussi annoncé un appui financier récurrent.

Le 20 mai, les Métallos de Minerai de fer Québec -une filiale de Champion Iron, qui exploite la mine du Lac Bloom située à proximité de Fermont et dont le minerai transite par le Labrador - ont à leur tour fait un don important aux grévistes. Le président de la section locale 9996, Yves Lapierre, a remis un chèque de 25 000\$ aux grévistes à Sept-Îles. «Nous sommes actuellement en négociation nous-mêmes et plusieurs des réalités évoquées par nos confrères et consœurs sont aussi les nôtres. Nous partageons le même milieu de vie

fermontois. Les voisins d'ArcelorMittal, que nous côtoyons à Fermont au quotidien, nous ont toujours soutenus, même lorsque les perspectives étaient plus difficiles, comme lors de la mise en veille. C'était pour nous un devoir d'être là quand nos confrères et consœurs en ont besoin.»

Les syndiqués Métallos de la minière Rio Tinto IOC de Sept-Îles ont imité le geste de leurs collègues de Labrador City en faisant également un don. Des représentants des travailleurs et travailleuses de la minière IOC à Sept-Îles de la section locale 9344 sont allés sur la ligne de piquetage d'ArcelorMittal à Port-Cartier, le 21 mai 2021, pour appuyer les grévistes. Ils ont remis un chèque d'une somme de 5000\$ aux grévistes et annoncé qu'ils donneront

à partir du 1er juin un montant de 10\$ par membre par mois, soit 3400\$, pour la durée du conflit.

«On travaille peut-être pour des employeurs qui sont en compétition les uns avec les autres, mais nous les travailleurs des minières, nous sommes tous des Métallos, nous sommes des Nord-Côtiers, nous avons tous à cœur l'économie et la vitalité de notre région. Le slogan de la grève des confrères et consœurs d'ArcelorMittal, "Les richesses d'ici pour l'économie d'ici", illustre aussi très bien notre réalité», explique le président de l'unité 9344, Eddy Wright.

Le conflit de travail et la lutte syndicale se poursuivent donc depuis le 10 mai dernier.

Le Syndicat des Métallos (United Steelworkers) représente 2500 travailleurs et travailleuses de la compagnie ArcelorMittal Mines Canada à Port-Cartier, Fermont et Fire Lake. Le Syndicat des Métallos, affilié à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), est le plus important syndicat du secteur privé au Québec. Il regroupe plus de 60 000 travailleurs et travailleuses de tous les secteurs économiques. (EC)

SUITE DE LA PAGE 5

Mme Fillion estime que cette absence, en plus de l'enquête du contrôleur général en cours concernant les 100 000\$ en voyages d'affaires de Mme Christianson, font ombrage à la communauté francophone. «On entend bien protéger le CSFP, mais on ne le fera pas aveuglément. Si on veut défendre le conseil scolaire, il faudra aussi que lui démontre de la transparence. Ce serait un peu dommage de défendre un conseil scolaire et son existence, alors qu'il y a une direction qui ne veut pas vraiment revenir dans la province».

Repenser le CSFP?

Martine Fillion espère qu'un dialogue sera possible entre les parents, le CSFP et le ministère de l'Éducation avant toute décision concernant l'abolition des districts. «Avant d'en arriver là, ce serait bien qu'on se parle, qu'on discute. Ce n'est pas malsain qu'on remette en question un quart de siècle d'une structure, mais qu'on veuille y aller trop rapidement pour faire des économies budgétaires n'est pas la solution.»

Elle rappelle qu'avant les élections du CSFP en 2016, ce sont les personnes élues parmi les membres des conseils d'écoles de chaque région qui faisaient partie du conseil d'administration du

CSFP. «La gouvernance est un peu détachée[...], maintenant ce sont des membres élus à part.»

Un parent anglophone, père d'une famille exogame, partage cette idée. «À mon avis, il sera probablement nécessaire de repenser la façon de fonctionner. L'important, c'est d'avoir une clarté de vision, un engagement de la part des parents et d'être réaliste.» Il ajoute : «Comme dit l'expression "never waste a crisis", cette crise est une opportunité de repenser [le CSFP].»

C'est par voie de communiqué que le CSFP a décidé de répondre à la pétition des parents. «Nous souhaitons assurer les étudiants, les parents, la communauté francophone et la province dans son ensemble que le CSFP a réussi à rester efficace et énergique pendant la pandémie, même si les employés du siège social travaillent à domicile», déclarait ainsi le vice-président Michael Clair dans ce communiqué du 21 mai. Le CSFP a déclaré qu'un autre communiqué serait publié prochainement en réponse au rapport Greene*.

De son côté, le Conseil provincial des parents de la FPFTNL s'est réuni le 22 mai pour discuter de ces enjeux. Martine Fillion a indiqué au Gaboteur que la FPFTNL a prévu d'envoyer une lettre au CSFP en réponse à leur communiqué du 21 mai. La fédération prévoit également de réagir au rapport Greene avec une lettre «envoyée au ministre de l'Éduca-

tion concernant l'importance du CSFP pour les parents et la communauté francophone dans sa totalité.»

L'importance de rester unis

Face aux événements actuels, certains parents soulignent l'importance de dépasser les tensions pour se montrer en tant que communauté francophone forte et unie. «C'est important de se resserrer les coudes en tant que communauté, puis de faire en sorte qu'on représente bien la communauté. Parce qu'en tant que minorités, on n'a aucun pouvoir politique, à part l'article 23 de la Constitution», affirme Martin Henri, Acadien et père de deux enfants scolarisés à l'école des Grands-Vents et à la garderie Les p'tits cerfs-volants.

Pour lui, le CSFP ne doit pas perdre de vue sa mission qui est de représenter la communauté francophone, et en particulier les parents des enfants francophones, et ce, pour le bien-être des enfants. «Ce n'est pas la communauté francophone qui doit nécessairement essayer de protéger un peu certaines personnes à l'intérieur de l'organisme. La raison d'être du conseil scolaire, c'est plus important qu'une ou deux personnes qui sont là», dit-il.

Il souligne que c'est le futur des écoles francophones qui est en jeu. «Il y a de grosses décisions qui s'en viennent et il faut s'assu-

rer qu'on a les meilleures chances possibles pour prendre ces décisions.»

Des défis pour l'éducation en français

Martin Henri évoque notamment le «gros dossier» de la nouvelle école prévue à Galway, ou encore le besoin d'un terrain de jeu à l'École des Grands Vents. De son côté, Martine Fillion souligne également l'importance de s'occuper des bâtiments des six écoles déjà existantes. La question de la rétention lors du passage en école intermédiaire est également un défi prioritaire soulevé par plusieurs parents interrogés.

«On [la communauté francophone] est rendu à un point critique dans notre histoire, il est temps de montrer notre plus beau côté, notre plus visage et faire preuve de solidarité entre nous autres, en tant que communauté», conclut le parent Martin Henri.

*Le 26 mai, lors de la mise sous presse du journal, ce communiqué de presse du CSFP n'avait pas encore été rendu public.

Deux des parents interrogés par Le Gaboteur ont souhaité rester anonymes. Nous avons respecté leur vœu afin de leur permettre de témoigner ouvertement sur ce dossier actuel sensible.

AGENDA COMMUNAUTAIRE

Cody Broderick

Le Gaboteur fait de son mieux pour inclure toutes les activités proposées en français, mais il arrive qu'un événement passe inaperçu. Si vous souhaitez que votre activité figure dans l'agenda communautaire du Gaboteur, envoyez les détails par courriel à info@gaboteur.ca. Et n'oubliez pas de consulter l'agenda communautaire régulièrement mis à jour en ligne à l'adresse www.gaboteur.ca/evenements/

PROVINCIAL

Jusqu'au 4 juin 2021

Conférence nationale virtuelle 2021: Plus fort que jamais! La Fédération des aînées et aînés francophones du Canada vous invite à participer à sa Conférence nationale, qui se déroule du 25 mai au 4 juin 2021 entièrement en ligne et gratuitement. Venez participer à des cafés discussions, écouter des spécialistes, et même un atelier de photographie de l'artiste terre-neuvienne Dominique Hurley! L'agenda complet est disponible ici: francsavoir.ca/index.php/conferences.

Jusqu'au 7 juin 2021

Concours: Bourses jeunes engagés. Vous avez 25 ans ou moins et vous souhaitez étudier dans une université francophone ou vous y êtes déjà inscrit? La Fédération de la jeunesse canadienne-française (FJCF) et l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC) offrent quinze bourses d'études de 2000\$ pour valoriser la participation citoyenne chez les jeunes d'expression française. Pour en savoir plus: fjcf.ca/bourses-jeunes-engages/.

14 juin 2021 - 15h à 16h

Mieux vieillir grâce au yoga avec Carole Morency. Carole propose régulièrement des cours de yoga virtuels dans le cadre du projet Connectainés de la FFTNL. Inscrivez-vous gratuitement aux cours sur le site web de Connectainés: <https://connectaines.ca/index.php/terre-neuve-et-labrador3/terre-neuve-et-labrador/region-de-terre-neuve/915-35>

AVALON

Tous les mardis et jeudis - 17h30 à 18h30
Café rencontre. Venez aux bureaux du COMPAS à 95 Bonaventure avenue, suite 101 pour passer un moment de convivialité autour d'un café, en français, organisé en partenariat avec l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ). Inscriptions obligatoires à compas@fftnl.ca ou au (709) 800-6590.

Tous les mercredis jusqu'au 16 juin - 9h30 à 11h30

Les P'tits poussins au parc. Destinée aux enfants de 5 ans et moins et à leurs parents, l'ACFSJ organise des activités récréatives en plein air et en français à Pippy Park à St. John's. L'activité est gratuite, mais une contribution de 10 \$ par famille serait appréciée. Pour vous inscrire, communiquez avec Clare Wilcox à jeunesse@acfsj.ca, ou au (709) 726-4900.

LABRADOR

Tous les jeudis - 16h30 à 18h

Le café de l'AFL. Caféine, amis, et français dans le Big Land. Venez dans les locaux de l'Association Francophone du Labrador (AFL) pour un café-rencontre tous les jeudis pour des conversations amicales autour d'une boisson chaude! Pour en savoir plus, envoyez un courriel à info@aflnl.ca ou appelez au (709) 944-6600.

10 juin 2021 - 19h

Festival cinéma Très court. Le festival Très Court est de retour! L'AFL, en partenariat avec le Réseau Culturel Francophone propose une diffusion des courts-métrages au Arts and Culture Centre de Labrador City. L'événement est gratuit, mais la réservation est obligatoire. Inscrivez-vous ici: www.artsandculturecentre.com/labwest/. Pour plus d'information, contactez l'AFL à info@aflnl.ca ou au (709) 944-6600

ARTS VISUELS

Hommage artistique aux travailleurs et travailleuses essentiels

Quatre artistes de la province ont contribué à la création d'une murale collaborative composée de quatre panneaux. Dévoilée le 14 mai dernier au Centre commercial Avalon (Avalon Mall) lors d'une cérémonie en comité restreint, l'œuvre rend hommage aux travailleurs et aux travailleurs essentiels.

Liz Fagan

Le projet artistique a été organisé par la Ville de St. John's en association avec plusieurs organisations locales, soit la Eastern Edge Gallery, le Craft Council of NL, Riddle Fence et Lawnya Vawnya.

Anastasia Tiller, Nelson White, Molly Margaret et Amber-Lynn Thorne sont les quatre artistes qui ont été choisis pour participer à la confection de cette œuvre. Chaque artiste s'est vu confier le thème de la gratitude et a pu laisser libre cours à sa créativité.

«Je suis reconnaissante de l'opportunité d'exprimer notre gratitude envers les tra-

vailleurs», partage Anastasia Tiller, artiste multidisciplinaire basée à Lethbridge, sur la péninsule de Bonavista.

Le ciel bleu éclatant et les colombes, qui représentent la capacité de surmonter n'importe quel obstacle, sont les images phares qui ressortent de sa partie de la murale.

«J'ai pensé aux actes de courage exigés des travailleurs essentiels. Ils ont eu très peur, tout comme nous, face à un avenir très incertain. Dans ma murale, j'ai essayé de communiquer leur engagement envers l'humanité, le dévouement envers leurs familles, la foi et l'espoir», explique l'artiste en décrivant comment elle en est arrivée à cette œuvre.



Photo: m+e photography/ Eastern Edge Gallery
Anastasia Tiller a contribué au projet avec une composition tendre et pleine d'espoir.

Réaffirmer l'humanité

Amber-Lynn Thorne, artiste visuelle interdisciplinaire basée à Thornlea, travaille dans le domaine de l'éducation artistique. Elle participe également depuis plusieurs mois à l'initiative artistique *Frontline Faces NL* lancée par Rebecca Cohoe en peignant des portraits de travailleuses et travailleurs essentiels.

«Mon profond intérêt pour les gens et leurs histoires est au cœur de mon travail. Je voulais souligner le travail essentiel de ceux qui sont en première ligne, mais aussi réaffirmer l'humanité de ceux

qui travaillent actuellement derrière des masques et du plexiglas.»

Ce projet collaboratif lui a permis de dépasser ses limites artistiques et de relever un nouveau défi dans sa carrière d'artiste. «Cette peinture murale est la plus grande que j'aie jamais réalisée. J'ai dû repenser ma façon de peindre afin de remplir une si grande surface dans le délai imparti, notamment en utilisant moins de coups de pinceau pour transmettre la même image. J'ai beaucoup appris», affirme-t-elle.

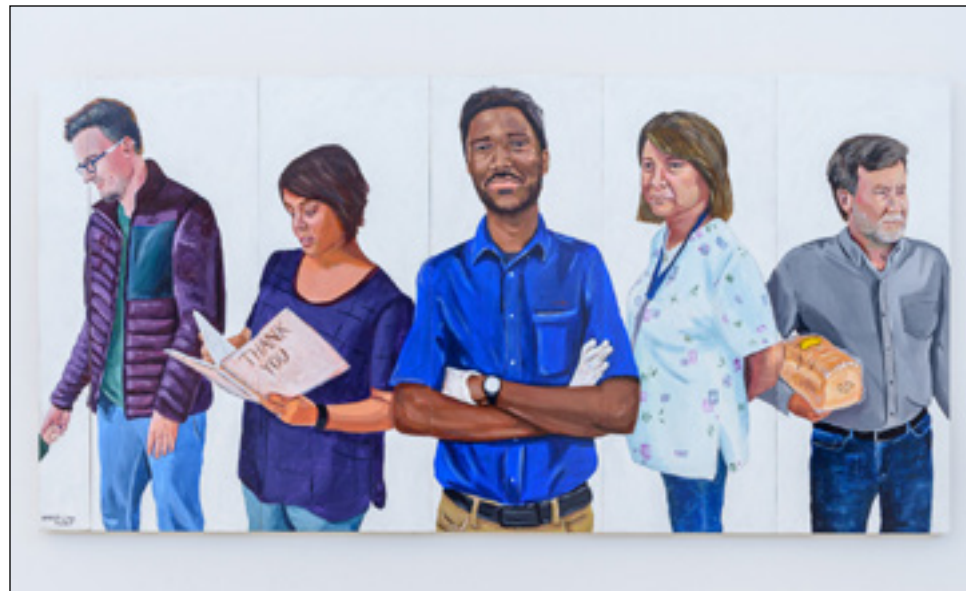


Photo: m+e photography/ Eastern Edge Gallery
La toile d'Amber-Lynn Thorne représente, de gauche à droite, un thérapeute, une enseignante, un employé d'épicerie, une aide à domicile et un chauffeur de camion de livraison.

Inspiration du quotidien

«Ce fut un plaisir», commente Nelson White, peintre autochtone. «L'ambiance d'équipe était géniale.»

L'imagerie dynamique et l'optimisme de sa toile s'inspirent de ses collègues du quotidien, l'artiste étant lui-même un travailleur essentiel à Flat Bay. Avec sa peinture, M. White souhaite montrer une autre image des travailleurs essentiels

de première ligne, qui va au-delà des représentations habituelles que le public se fait d'eux.

«Nous savons déjà que nous vivons une époque sombre, nous n'avons pas besoin qu'on nous le rappelle. Je voulais que ma murale reflète autre chose», explique le peintre en évoquant le fond orange brillant et fleuri de sa toile.



Photo: m+e photography/ Eastern Edge Gallery
L'œuvre du peintre Nelson White, membre de la bande de la première nation Flat Bay (village No'kmaq).

Apporter de la joie aux autres

De son côté, l'artiste locale Molly Margaret a présenté ce thème à travers une contribution colorée et fantaisiste. «Je voulais apporter ma contribution de quelque manière que ce soit. Si peindre cette fresque murale peut permettre de remonter le moral aux gens, je me suis dit que cela valait la peine de faire ce projet.»

Elle a été félicitée pour son œuvre pleine de tendresse. Avec son style coloré et fantaisiste, le but de l'artiste terre-neuvienne

est tout simplement d'apporter de la joie aux autres.

«J'ai été inspiré par les vidéos tournées en Europe pendant le premier confinement, où l'on voyait des personnes frapper sur des casseroles à leur fenêtre chaque soir en signe de solidarité et de remerciement aux travailleurs essentiels. C'est ce qui m'a donné l'idée de peindre ces figures en mouvement qui se dressent au-dessus de la ville, à la rencontre du monde», raconte Molly Margaret.

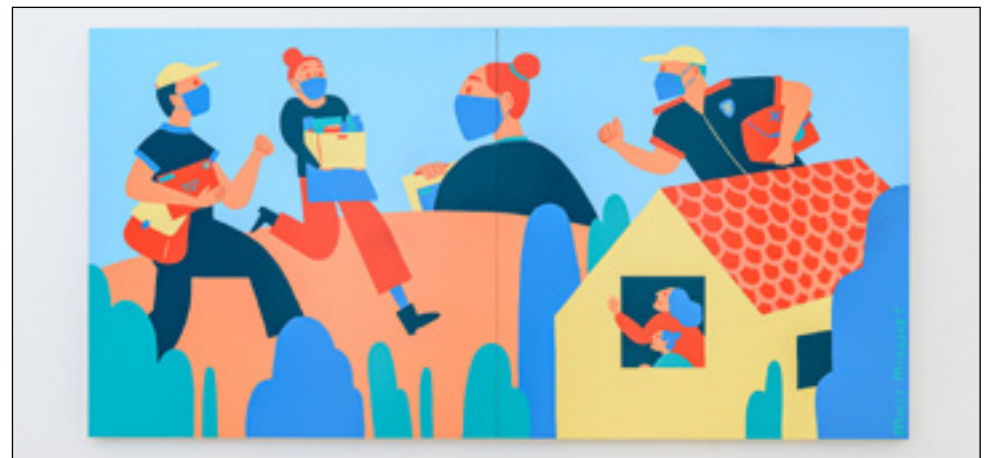


Photo: m+e photography/ Eastern Edge Gallery
C'est avec un style coloré et fantaisiste que Molly Margaret a traité le thème de la gratitude.

Physiquement séparés, mais en équipe

Bien que ces quatre artistes présentent leurs toiles en équipe, ils ne pouvaient pas physiquement travailler ensemble dans la même pièce à cause des restrictions sanitaires. Cependant, chacun a apporté son soutien au processus créatif des autres via les discussions de groupe virtuelles.

«Nous avons pu créer un ensemble d'œuvres diverses et magnifiques. Ce fut une agréable surprise pour nous tous de voir à quel point elles étaient belles une fois finalement réunies ensemble. Je suis très fière et heureuse d'avoir une peinture à côté de

trois autres artistes terre-neuviens très talentueux», conclut Molly Margaret.

L'intégralité de cette murale sera exposée tout l'été au *Avalon Mall*.

•••••

VOUS SOUHAITEZ DÉCOUVRIR LES OEUVRES DE CES ARTISTES?

Anastasia Tiller @frozenpartridgeberry
Nelson White @nelsonwhiteart
Molly Margaret @mollymargaretart
Amber-Lynn Thorne @amberlynnthorneart

On
peut
tous
aider

les familles à se retrouver.
Faites-vous vacciner.

Canada.ca/vaccin-covid
1-833-784-4397



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada